

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 338 du 03.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Dossier

1-1 Point de vue de Smail Rouha : Sommet Arabe de Damas : Une fin en queue de poisson.

1-2 Point de vue de Mohsen : Sommet Arabe: A la recherche de l'unité perdue.

1-3 Point de vue de Caelum Moffatt : L'AP sur la voie de sa dissolution.

1-4 L'escalade de l'agression de la droite israélienne contre les citoyens arabes.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Ha'aretz : Auto-duperie.

2-2 La construction continue partout (août 2007 - mars 2008)

2-3 Mel Frykberg - Al Jazeera : La Cisjordanie croule sous les déchets toxiques.

2-4 Les anti-guerres US lancent un cri d'alerte.

3 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

3-1 Analyse : Le Hamas dépasse la crise de la liquidation de ses chefs.

3-2 Tony Greenstein : C'est pour ne pas oublier que tout a commencé avec l'empire britannique...

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Smail Rouha : Sommet Arabe de Damas : Une fin en queue de poisson.

A quoi peut servir un Sommet arabe, atrophie, devant une impasse politique dont la conséquence pourrait être la multiplication de milices et du terrorisme?

Le Sommet arabe de Damas s'est achevé hier sans aucune initiative nouvelle. Dans la résolution finale, les dirigeants arabes ayant pris part à ce sommet vont se contenter de renouveler leur appel à Israël d'accepter le plan de paix présenté au Sommet de Beyrouth en 2002 et resté depuis lettre morte. «*La sécurité d'Israël et son intégration dans la région sont tributaires d'une paix avec les pays arabes, qui ne peut être instaurée que si Israël accepte l'initiative arabe*», ont souligné les participants. Des paroles, rien que des paroles. Le plan de paix prévoit une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël en échange du retrait israélien des territoires arabes occupés depuis juin 1967, la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et un règlement «*équitable et agréé*» de la question des réfugiés palestiniens. Une initiative qu'Israël a toujours rejetée. En outre, en l'absence de la moitié des 22 chefs d'Etat arabes, le sommet s'est contenté d'affirmer son soutien au plan proposé par la Ligue arabe pour mettre fin à la crise au Liban, privé de président depuis l'expiration fin novembre du mandat du pro-syrien Emile Laoud.

Le sommet a appelé les dirigeants politiques libanais à élire le candidat du consensus, le général Michel Sleimane, et à convenir de la composante du gouvernement nationale dans les meilleurs délais. Entre-temps la crise du Liban persiste car les querelles pour le partage du pouvoir ne sont pas près d'être dépassées. Sur un autre plan, le sommet a chargé le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, d'entreprendre les démarches nécessaires à même d'oeuvrer à remettre les relations entre la Syrie et le Liban sur le droit chemin au mieux des intérêts des deux pays. Toujours au plan des résolutions théoriques, le sommet a exhorté à la réconciliation en Irak et à mettre fin aux affrontements entre chiites et sunnites sans pour autant condamner le terrorisme. Chose ayant amené l'Irak a refusé de paraphraser le document final. Le vice-président chiite irakien Adil Abdul-Mahdi a expliqué que Bagdad avait émis des «*réserves*» sur la déclaration en raison de cette absence de condamnation du terrorisme. Le gouvernement irakien, à majorité chiite et kurde, accuse les gouvernements arabes sunnites de la région de ne pas afficher une position suffisamment tranchée contre les militants sunnites qui alimentent l'insurrection en Irak. Le sommet a appelé au respect de la «*légitimité palestinienne sous la direction du président Mahmoud Abbas*» et au retour à la situation prévalant dans la bande de Ghaza. Ils ont apporté leur soutien à une initiative du Yémen pour une réconciliation interpalestinienne. Cependant, toutes ces résolutions risquent de fondre comme neige au soleil, bien avant que l'encre ne sèche. «*Le problème est que ce qui a été décidé à l'unanimité au sein de la Ligue arabe, y compris par la Syrie, n'est pas appliqué*», a estimé au premier jour le prince Saoud Al-Faycal, chef de la diplomatie saoudienne. Du fait du refus d'Israël de l'offre de paix arabe, des querelles pour le pouvoir au Liban, des affrontements entre chiites et sunnites en Irak, les portes de sortie de crise pour la région sont difficiles à trouver. Et le Sommet de Damas, marqué par l'absence des chefs d'Etat des principaux alliés de Washington dans la région, comme l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie, pour protester contre ce qu'ils considèrent être une ingérence syrienne au Liban, n'a pas trouvé le sésame. Aussi, c'est à se demander à quoi peut servir un sommet arabe, atrophie, devant une impasse politique dont la conséquence pourrait être la multiplication de milices et du terrorisme? Si ce n'est de communier avec des peuples, meurtris, le temps d'un deuil, dans la douleur. Or, tout le monde sait qui, du dehors, s'acharne à faire violence dans la région. Aussi, comment reprocher son inconsistance à la Ligue arabe, son interminable valse-hésitation entre carotte et bâton, quand les Arabes eux-mêmes poussent à la roue du désastre, quand ils sont aussi profondément divisés sur l'essentiel.

De ce fait, que l'on cesse enfin de faire des réunions extraordinaires et des discours de circonstance, la panacée de tous les maux sévissant dans le monde arabe. En attendant le prochain Sommet arabe prévu en 2009 au Qatar, la région demeure sur une poudrière.

Smail Rouha

31 mars 2008

Source : L'Expression

[http://www.lexpressiondz.com/...](http://www.lexpressiondz.com/)

1-2 Point de vue de Mohsen : Sommet Arabe: A la recherche de l'unité perdue.

La moitié des souverains et chefs d'Etat arabes brillaient, hier, par leur absence à l'ouverture de la 20e session ordinaire du Sommet arabe.

Les dirigeants arabes présents hier dans la grande salle de conférences de Damas faisaient montre d'un optimisme à tout le moins formaliste qui cachait mal la réalité des relations, le moins qui puisse être dit, incohérentes entre les 22 pays arabes. Cela ne date pas d'aujourd'hui et les pays arabes se sont, souvent, laissés entraîner dans des batailles qui n'étaient pas les leurs.

Contrairement à ce qu'avancéait un diplomate présent dans la capitale syrienne, le succès du Sommet arabe ne se mesure pas au fait qu'il se tient à la date et au lieu dits, mais par la présence de l'ensemble des membres de la «*famille*» arabe à même de donner aux décisions des souverains et chefs d'Etat arabes la portée et le crédit nécessaires pour leur prise en compte par les partenaires des pays arabes.

Outre l'absence remarquée d'un certain nombre de souverains et chefs d'Etat, le Sommet de Damas est marqué par la crise du Liban dont l'ombre planera sur les travaux de la 20e session ordinaire arabe.

Le président syrien, Bashar Al Assad, lors de son allocution d'ouverture est revenu, d'emblée, sur la crise libanaise apportant une mise au point en déclarant: «*Je voudrais faire une mise au point sur ce qui se dit à propos d'une ingérence syrienne au Liban.*

C'est le contraire qui est vrai car des pressions sont exercées sur la Syrie depuis plus d'un an pour qu'elle s'ingère dans les affaires internes du Liban mais nous avons refusé de le faire.

Et le président syrien d'affirmer: «*La clef d'un règlement est aux mains des Libanais eux-mêmes.*

Vendredi, à la veille du Sommet de Damas, le Premier ministre libanais, Fouad Siniora, avait de nouveau accusé la Syrie de jouer «*un rôle prépondérant*» selon lui, dans le blocage politique qui empêche, depuis septembre, l'élection d'un président de la République, dont le poste est vacant depuis le 24 novembre et la fin du mandat du président Emile Lahoud, réputé proche de Damas.

De son côté, toujours à propos du Liban, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a indiqué qu'«*il poursuivra dans les semaines à venir*» sa médiation pour trouver une issue à la crise politique libanaise, mettant en exergue l'importance d'élire le général Michel Sleiman, sur le nom duquel le consensus existe entre la majorité parlementaire et l'opposition.

«*L'élection d'un président de la République au Liban (...) et l'entente entre les deux pays voisins et frères, la Syrie et le Liban, sont essentielles pour le retour du calme et la stabilité dans la région*», a affirmé, par ailleurs, M.Moussa, estimant d'autre part que «*l'initiative arabe a fait des progrès (...) suffisants pour l'élection d'un président au Liban*».

La veille des travaux du Sommet, le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, est encore revenu, devant la presse, sur le rôle des Etats-Unis dans la division actuelle, selon lui, des pays arabes indiquant: «*Les Etats-Unis ont tout fait pour empêcher la tenue du Sommet, mais ils ont échoué car demain nous allons avoir un Sommet très réussi*».

«*Leur but est de diviser les Arabes*» insiste-t-il, ajoutant: «*Je demande aux frères libanais de cesser de faire porter aux autres la responsabilité de leurs problèmes*». Le deuxième point qui retient l'attention du Sommet de Damas reste le dossier palestinien sur lequel existe, du moins, un consensus arabe.

De fait, Damas va réitérer la position du 19e Sommet tenu à Riyadh l'an dernier qui avait réaffirmé que l'initiative de paix lancée à Beyrouth, en 2002, restait le cadre «*essentiel*» et «*unique*» pour un règlement juste et global du conflit arabo-israélien.

Cette initiative exige d'Israël le retrait total de tous les territoires occupés depuis 1967 et l'établissement d'un Etat palestinien souverain, rappelle-t-on. Dans son discours d'ouverture, M.Assad avait appelé les Arabes à «*briser*» le blocus israélien de Ghaza indiquant: «*Nous appelons à briser immédiatement le blocus imposé à Ghaza, d'abord par les pays arabes puis les autres*». Israël impose un blocus à la bande de Ghaza depuis la mi-janvier dans le cadre de sa riposte à des tirs de roquettes palestiniennes sur le sud d'Israël, rappelle-t-on.

Les situations prévalant en Irak, au Soudan, en Somalie et dans le Golan syrien notamment, figurent à l'ordre du jour du Sommet, ainsi que les questions liées à l'action arabe commune d'ordres politique, économique, social, sécuritaire, juridique et financier.

Par ailleurs, le Sommet de Damas passera en revue les relations arabes avec les ensembles internationaux et régionaux, de même que sera examinée la réhabilitation de la langue arabe.

Karim Mohsen

30 mars 2008

Source : L'Expression

<http://www.l'expressiondz.com/...>

1-3 Point de vue de Caelum Moffatt : L'AP sur la voie de sa dissolution.

L'émotion est à son comble et l'humeur est mauvaise parmi les Palestiniens dont la masse est de plus en plus épuisée et découragée.

A la fin du mois de mars, quatre mois se seront écoulés depuis le sommet d'Annapolis et quatre mois depuis que le Président Mahmoud Abbas et le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert, sont convenus, devant la communauté internationale, de se rencontrer régulièrement, de mettre en œuvre la première étape de la feuille de route et de travailler à un accord de paix pour janvier 2009.

Il y a-t-il eu des progrès ? Il semble que les Palestiniens aient renoncé à croire au mot «*progrès* » et à toutes ses implications, longtemps avant Annapolis. Certains analystes et universitaires font remonter les problèmes actuels

aux Accords d'Oslo de 1993 et à leur échec. Pourquoi l'Autorité palestinienne - organe intérimaire établi en vertu des Accords d'Oslo qui devait être étayé par un Etat après cinq ans - représente-t-elle toujours le peuple palestinien dans les territoires occupés ? Est-elle véritablement représentative ? Le terme « AP » masque-t-il simplement le fait qu'Israël, en tant que puissance occupante, contrôle essentiellement tout ? Bien que dotée d'« autorité » en théorie, il est indéniable que l'AP n'est pas toujours traitée ni respectée en tant que telle.

L'absence de progrès significatifs en direction de la paix, depuis la création de l'AP il y a quinze ans, aggrave la confusion. La désintégration rapide de la situation humanitaire, les restrictions entravant les déplacements et les accès, l'escalade de la violence, les divisions internes des Palestiniens et les intrusions omniprésentes de l'occupation israélienne n'ont jamais été plus visibles ou néfastes. Bref, jamais la situation sur le terrain n'a fait de la solution des deux États une gageure aussi chimérique. .

Après le Sommet d'Annapolis, Israël a pris des mesures s'inscrivant dans le droit fil de sa manière générale d'opérer dans les territoires palestiniens occupés depuis des années. Israël sape systématiquement l'AP et, par conséquent, le processus de paix dans son ensemble.

La feuille de route, supposément réactivée à Annapolis, oblige Israël à cesser d'étendre ses colonies. Toutefois, ces quatre derniers mois, Israël a exproprié des milliers de dounams de terres palestiniennes et accordé des permis de construire pour plus de 1.500 logements dans les colonies de Pisgat Zeev, Givat Zeev et Har Homa, quelque 7.000 à Ein Yayul, près de Walaja, et 3.500 en projet entre Jérusalem-Est et la colonie de Ma'aleh Adumim.

Bien qu'Israël prétende que ces colonies [illégalles d'après le droit international] se trouvent dans le district de Jérusalem et ne devraient par conséquent pas relever de ses engagements au titre de la feuille de route, c'est à Jérusalem-Est que les Palestiniens veulent établir leur capitale. En outre, Israël persiste à approuver les projets de construction dans les blocs de colonies en Cisjordanie, sans parler des avant-postes établis au gré des colons. Pendant ce temps, la feuille de route charge l'AP de démanteler l'infrastructure « terroriste » de la Cisjordanie. L'AP a donné suite à cette instruction en établissant une force de sécurité qui n'est pas capable de fonctionner indépendamment des forces israéliennes toujours actives dans la région. La présence de ces forces présente le danger de faire croire aux locaux que les raids israéliens sont organisés de connivence avec l'AP. Pas plus tard que la semaine dernière, des soldats israéliens sont entrés à Bethléem et ont tué quatre militants palestiniens. L'un d'eux était le commandant du Jihad islamique, Muhammed Shehadeh, que les Israéliens recherchaient depuis huit ans. Comme les Palestiniens contestaient le bien fondé d'une telle opération dans le contexte des entretiens entre l'Egypte et le Hamas pour un cessez-le-feu avec Israël, le fils de Muhammed Shehadeh a dit qu'Israël se contente de « ridiculiser » l'AP, prouve qu'elle est sans pouvoir et incapable de maintenir le contrôle et c'est ainsi que l'AP pousse les gens dans les bras de groupes tels que le Hamas et le Hezbollah.

Les dernières semaines, le sabotage de l'AP s'est aggravé. Après le bombardement israélien de la Bande de Gaza, qui a duré cinq jours et qui a tué approximativement 130 Palestiniens, le Président Abbas a annoncé qu'il suspendrait les entretiens de paix avec Israël en signe de solidarité avec la Bande côtière. Apparemment, sous la pression internationale, à savoir celle de la Secrétaire d'État étasunienne, Condoleezza Rice, la présidence a été obligée d'adoucir le ton un jour plus tard et Abbas a annoncé que les entretiens de paix devaient se poursuivre. Une autre insulte vient s'ajouter à l'endroit de l'AP dans le sens que le ministère israélien des affaires étrangères appuie les Israéliens qui réclament une action en justice contre l'AP afin d'obtenir un dédommagement pour les dégâts causés par les commandos suicide palestiniens. Le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, Arye Mekel, a dit que la motion était recevable car l'AP n'est pas protégée par l'immunité accordée aux États poursuivis en justice devant les tribunaux d'un autre pays. Pourquoi ? Parce qu'Israël ne reconnaît pas l'Autorité palestinienne en tant qu'organe étatique.

Selon l'ancien Ministre du Plan de l'AP, Ghassan Khatib, les Palestiniens sont dans le flou - « ils ne se trouvent pas clairement dans une situation d'occupation contre laquelle on s'attendrait à ce qu'ils résistent et combattent, et en outre leur Autorité intérimaire ne les conduit pas vers la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien indépendant ». Les Palestiniens mènent une lutte difficile pour leur souveraineté sous la conduite d'un organe incapable de s'exécuter ou d'assurer leur avenir à cause des obstacles internes et extérieurs environnants.

Selon l'agence de presse Ma'an, des rumeurs circulent selon lesquelles le Président Abbas mettrait fin au processus de paix. Bien que la présidence palestinienne qualifie cette nouvelle de spéculative, certains sont allés plus loin, tel le Dr Ali Jarbawi qui demande que l'AP soit complètement démantelée.

L'idée n'est pas neuve ; elle a en fait été avancée par des universitaires et des analystes depuis le siège israélien de 2002 enfermant Yasser Arafat dans la Muqata'a [le complexe présidentiel] pendant l'intifada d'Al Aqsa. Cet événement démasqua le caractère véritable de la relation entre Israël et l'AP de façon très claire : l'occupant faisant le siège de son « partenaire de paix » sous occupation.

Si la solution des deux États souffre ostensiblement du maintien de l'AP, quelle est l'alternative ? La disparition de l'AP ne serait-elle pas interprétée comme une défaite ? Les partisans de la dissolution répondent que pour qu'il y ait défaite, il faut qu'elle soit précédée d'une bataille et comme Israël contrôle tout, il est faux de croire naïvement qu'il existe un tel affrontement. D'après ce paradigme, l'AP remettrait officiellement les « clés » de la Cisjordanie à Israël et aux Nations unies, l'absolvant de ses responsabilités et acceptant le statut d'occupation.

Israël serait forcé de faire face à ses responsabilités de puissance occupante en vertu des directives du droit international fixées par les Conventions de Genève sans avoir le luxe d'exploiter l'AP en tant que « entrepreneur administratif ou sous-traitant en sécurité » [expression utilisée par notre organisation dans un document de 2004 traitant de cette question]. Israël pourrait bien entendu rejeter cette demande et refuser de reconnaître ses

obligations, auquel cas la question serait transférée aux Nations unies. Les parties en jeu ne pourraient pas ignorer ni négliger cette déclaration d'objectif car elles risqueraient de s'attirer une vague de condamnations dans tout le monde arabe.

On espère qu'en approuvant une motion pour la dissolution de l'AP, les Palestiniens adopteront peut-être indirectement la méthode la plus efficace pour s'opposer à l'occupation israélienne. En se soumettant ouvertement à la volonté d'Israël et en acceptant à contrecœur l'occupation, ils mettront Israël devant le choix de la solution d'un seul État [dont les ramifications sont potentiellement désastreuses pour Israël comme le Premier Ministre Olmert l'a dit lui-même].

Israël étant incapable d'empêcher la communauté internationale de faire des comparaisons avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, la solution d'un seul État obligerait à décider de « prendre ou laisser » soit d'accepter l'occupation et d'incorporer les territoires occupés dans son État, détruisant ainsi le rêve d'un État juif tout en faisant courir aux juifs le risque de devenir minoritaires ; soit de mettre en œuvre sérieusement une solution dans laquelle un État indépendant pourrait être créé. C'est le plan sur lequel le Dr Jarbawi insiste. Israël ne s'intéressera à la solution des deux États que si sa « judéité est menacée » et la dissolution de l'AP ne serait pas un moyen vers une fin, mais une étape nécessaire pour « atteindre » la fin.

Bien que rationnelle en théorie, cette manœuvre hardie présente le risque de certains écarts et de conséquences imprévisibles. Qui se substituerait au vide laissé par l'AP ? Le gouvernement israélien ne trouverait-il pas un autre partenaire malléable ? Un des principaux obstacles à la paix est l'actuelle division entre le Fatah et le Hamas et leur réticence à régler leurs problèmes. Un accord avec le Hamas se ferait aux dépens des Palestiniens modérés, tandis qu'une paix avec les modérés ne peut être conclue tant que le Hamas continue à menacer la sécurité d'Israël. On croyait initialement l'influence du Hamas en diminution, mais elle est apparemment presque égale à celle du Fatah. Selon un sondage effectué par le Centre palestinien pour la recherche sur la politique et les sondages, le Premier Ministre de fait du Hamas, Ismail Haniyeh, récolterait 47% des voix lors d'élections présidentielles, contre 46% pour Abbas.

Cela étant dit, la dissolution de l'AP pourrait conduire à un affrontement total, soit entre le Hamas et le Fatah, soit entre les familles tribales réparties en Cisjordanie, ou encore aboutir à une troisième Intifada contre les Israéliens. Ce qui empêcherait une guerre civile totale entre Palestiniens est qu'en l'absence de l'AP, les groupes ne se battraient pas pour obtenir une position d'autorité nationale, ce qui a souvent été le cas. Pour ce qui est de trouver un autre partenaire complaisant à Israël, si le but de la cause était reconnu et compris, on pourrait espérer que le Hamas et le Fatah seraient unis sous l'occupation et utiliseraient leur influence pour prévenir l'installation d'un « allié » israélien dans les territoires occupés.

Qui plus est, il y a entre 200.000 et 250.000 personnes employées par l'Autorité palestinienne à dans des domaines divers allant de l'administration à la sécurité. Les partisans de la dissolution établissent des parallèles avec la deuxième intifada au cours de laquelle les gens se sont montrés prêts à sacrifier leurs emplois pour le bien commun. Ces partisans disent que c'est ce qui se passera en cas de dissolution.

L'enquête ci-dessus signale que 55% des Palestiniens sont insatisfaits du gouvernement de l'AP et croient qu'il faudrait le renverser. En 2006, le même débat au sujet de l'AP avait atteint son point culminant. Le Hamas, qui venait de gagner les élections législatives, a reconnu que le démantèlement de l'AP pourrait être la seule riposte à la façon dont Israël traitait celle-ci. En outre, le porte-parole de l'OLP, Ghassan Al Masri, se demandait « Pourquoi Israël, en sa capacité de force d'occupation, n'assumerait pas les dépenses de nos systèmes d'éducation, de santé et de prévoyance sociale ? ». Même l'actuel Premier Ministre palestinien, Salam Fayyad, avait dit à l'époque que « l'AP ne joue presque aucun rôle dans le processus politique. L'existence de l'AP libère Israël de ses responsabilités de force d'occupation ». Ces commentaires ont peut-être été dictés par leur opposition à la victoire du Hamas ou leur crainte de perdre leur position.

Toutefois, maintenant qu'une AP à base Fatah a été restaurée en Cisjordanie, ils éprouvent la même crainte devant leur avenir. L'opinion semble à présent centrée davantage sur le négociateur de l'AP, Saeb Erakat, qui dit que le débat sur l'AP devrait se concentrer sur « la manière de réactiver nos institutions » en les restaurant, les préservant, les réformant, en les redéfinissant et en les dynamisant.

En 2006, il y avait des options faisables. Depuis, il y a eu des élections démocratiques dont le résultat n'a toutefois pas été respecté par la communauté internationale ; l'essai d'un gouvernement d'unité a échoué. Les luttes intestines entre factions palestiniennes ont atteint un degré alarmant, aucune partie ne donnant signe de renoncer au pouvoir ; la revitalisation et la réforme de l'AP ont été limitées et l'intervention accrue d'une tierce partie n'a pas donné de résultats tangibles, ni réussi à faire pression sur Israël pour qu'il accepte un accord de paix.

Yossi Belin, membre de la Knesset, dit que les Palestiniens devraient attendre jusqu'en janvier 2009 [date limite projetée pour un accord de paix] avant de faire quoi que ce soit - cela va sans dire. Tous les efforts devraient tendre à profiter du fait que le Président étasunien, George Bush, et le Premier Ministre Olmert ont besoin de sauver leurs réputations au plan intérieur. Toutefois, si rien ne se produit à la suite de cet accord de paix, il faudra explorer une autre voie. A ce stade, la théorie de la dissolution devrait être sérieusement envisagée comme alternative à un processus de paix bloqué.

Marianne

Caelum Moffatt - MIFTAH

mardi 1er avril 2008 -

Du même auteur :

1-4 L'escalade de l'agression de la droite israélienne contre les citoyens arabes.

La police israélienne, épaulée par des forces spéciales, a récemment interpellé dix adolescents originaires des villages de Jisr Az-Zarqaa et d'Al-Firidis (dans les territoires palestiniens occupés en 1948).

Elle les suspecte d'avoir jeté des pierres sur des voitures roulant dans la zone de la plage et de l'ancienne route reliant Haïfa à Tel-Aviv. Les médias sionistes rapportent de responsables policiers que plusieurs incidents semblables s'étaient produits dans la même zone, ces derniers mois. Et dans la zone de Chafa Amro, des voitures roulant sur la route express étaient aussi la cible de pierres. Plusieurs adolescents ont été arrêtés. Mais la police s'est vue obligée de les relâcher, lorsqu'un chauffeur a témoigné qu'il avait vu un adulte jetant des pierres en direction de sa voiture.

Le journal hébreu Yadiot Aharanot écrit que la police (israélienne) se montre très inquiète de ces lancements de pierres en direction des voitures passant à proximité des villages arabes. Elle essaie d'y mettre fin avant que cela ne devienne un phénomène dangereux. Selon le même journal, une famille a été transférée à l'hôpital Hillel Yafa, à Al-Khidira, après que sa voiture avait été le sujet de jet de pierres à Jisr Az-Zarqaa.

L'officier Ofar Kanter Wfitch, chef du commissariat de police du village de Zakhrouf Jacob, dit que la division de renseignements de la police besogne pour ramasser des informations sur l'affaire. Quelques adolescents interpellés ont reconnu leur lien avec lesdits incidents, d'autres non, dit-il. L'importance pour lui est de savoir si ces incidents sont planifiés ou tout simplement spontanés. « Nous ne souhaitons guère voir ces incidents comme des signes de l'arrivée d'autres, plus dangereux encore, surtout après l'escalade que Gaza avait récemment connue », a-t-il ajouté.

De tels incidents avaient beau été fréquents à l'intérieur de la ligne verte et dans la partie est de la ville occupée d'Al-Quds (Jérusalem), personne parmi les policiers de haut rang ne croit que ce sont des indications pour le déclenchement d'une troisième Intifada. Ce ne sont que des actes locaux sporadiques. Pas plus loin que lundi dernier, des jeunes de cette ville ont attaqué, avec leurs pierres, une voiture portant des inspecteurs de la mairie d'Al-Quds, brisant les vitres. Des hommes de la sécurité israélienne montrent leur appréhension, de peur de voir s'y mettre les habitants de la ville.

Cependant, même après l'opération de l'institut religieux Markaz Haraf, dans la ville d'Al-Quds, où huit étudiants ont été tués, la police insiste à éloigner toute idée de participation d'habitants dans de tels incidents. Il est difficile de parler d'une troisième intifada. Aucun signe n'indique qu'ils vont augmenter en nombre.

Quant au journal Haaretz, il rapporte de Miky Livi, ancien chef de police dans la zone d'Al-Quds, son propos dans lequel il est dit que les habitants de la ville ne participent pas aux opérations contre "Israël" : « C'est vrai que la majorité des habitants de la partie est de la ville d'Al-Quds ne sont pas des citoyens israéliens, ils respectent cependant la loi ». Toutefois, s'ils participaient aux affrontements ou aux jets de pierres, ils auraient de nombreux avantages à perdre. Assurance sociale. Carte bleue. Droit de voyager à l'étranger. Et surtout des privilèges économiques.

Par ailleurs, les citoyens arabes d'Israël, dont notamment leurs représentants à la Knesset, sont de plus en plus la cible de toute sorte d'attaque de la part de la droite extrémiste israélienne.

A titre d'exemple, Evi Itam, membre du groupe de « l'unité nationale », et Avdigor Libermann, chef du parti « Israël Bitena », ont appelé à chasser des députés arabes du pays. Ils prétextent qu'ils soutiennent le « terrorisme ». En fait, ils n'avaient fait qu'organiser une manifestation de protestation contre l'agression israélienne contre la bande de Gaza qui avait laissé un grand nombre de victimes parmi les civils. Quelques députés de la droite extrémiste israélienne vont encore plus loin dans leurs provocations. Ils accusent des députés arabes d'avoir quelque responsabilité dans l'opération de l'institut religieux Markaz Haraf. Ils exploitent toutes déclarations s'opposant à l'agression et à l'occupation israéliennes.

Enfin, il est à remarquer que les déclarations de la police, concernant ces jets de pierres par des adolescents arabes à l'intérieur de la ligne verte, sont encore relativement modérées. Néanmoins, elles pourraient rapidement prendre une autre tournure en forme d'escalade verbale contre les Arabes. La droite est là pour jeter de l'huile sur le feu.

Rapport publié par le site Al-Mashhad Al-Israïli, la Scène Israélienne, traduit par le CPI.

1^{er} avril 2008

Palestine – CPI

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Ha'aretz : Auto-duperie.

Editorial de la rédaction

Éditorial furieux contre ce gouvernement, qui constitue en même temps un hommage au travail de Shalom Arshav (La paix Maintenant), sans qui "personne ne saurait" que la construction continue dans les Territoires (voir le dernier rapport de Shalom Arshav <http://www.lapaixmaintenant.org/article1783>).

Duperie à l'égard des Américains, des Palestiniens, mais aussi et surtout des citoyens israéliens eux-mêmes. NdT

Si Shalom Arshav ne publiait pas de temps en temps des rapports, il est probable que personne ne saurait que la construction se poursuit dans les colonies.

On aurait pu supposer, compte tenu des déclarations du gouvernement Olmert, que la construction était suspendue et que des efforts étaient faits pour parvenir à un accord de paix qui comprendrait un retrait de la plupart des territoires de Cisjordanie. A entendre les plaintes des dirigeants des colons, on aurait pu penser aussi qu'il y avait un gel des constructions, et que les jeunes colons étaient réellement sans abri.

Mais ce qui se passe dans les territoires est très différent. La dynamique de la duperie continue. La duperie à l'égard des Américains, la duperie à l'égard des électeurs qui ont voté pour des partis qui avaient placé la paix en haut de leurs priorités, duperie à l'égard des Palestiniens et, par-dessus tout, auto-duperie. Nos dirigeants participent à une course sans ligne d'arrivée. Les participants : Ehoud Barak, ministre de la défense, dont personne ne comprend la ligne politique, ligne qu'il ne daigne expliquer à personne, Ehoud Olmert, premier ministre, qui commente la situation sans agir sur elle, et Tzipi Livni, ministre des affaires étrangères, qui négocie une évacuation alors que le gouvernement continue à construire.

Il est clair que le Parti travailliste "n'est pas mûr pour des élections", comme le disait hier Youli Tamir, ministre de l'éducation, et l'on peut douter qu'il le soit un jour. Au lieu de consacrer toute son énergie à pousser une législation sur une loi "évacuation-indemnisation" qui permettrait à qui le souhaite de quitter immédiatement la Cisjordanie (et l'on estime que des milliers de colons sont dans ce cas), la Haute cour de Justice est saisie de demandes de positionnement de caravanes aux confins de colonies sauvages qui n'ont jamais été évacuées.

Il est difficile de comprendre le point de vue de la Haute cour, qui ordonne l'évacuation d'une caravane à Har Brakha quand, en même temps, le ministre de la défense approuve la construction de 48 nouveaux logements à Ariel pour les colons évacués du Goush Katif (bande de Gaza). Ces colons évacués n'étaient pas censés habiter des colonies, mais ils sont tout de même arrivés là.

La provocation que constitue la construction dans les quartiers arabes de Jérusalem continue à pleine vitesse, sous l'appellation frauduleuse de "renforcement de Jérusalem". Barak et Olmert renoncent à une ligne formulée en 2000, selon laquelle la Jérusalem arabe revenait aux Palestiniens et la Jérusalem juive à Israël. Et l'on peut se demander si c'est vraiment par hasard que le même Barak qui avait échoué dans ces pourparlers (Camp David) est celui qui fait tout pour qu'ils échouent de nouveau.

Le même Ze'ev "Zambish" Hever (1) qui, main dans la main avec Ariel Sharon, avait apporté le désastre des colonies à l'Etat d'Israël, continue à s'activer pour accélérer la construction en Cisjordanie, sous l'égide d'un gouvernement qui avait déclaré choisir une autre voie. Il semble donc qu'il ne serve à rien d'élire un gouvernement ni de formuler des principes directeurs d'une coalition, car, que le gouvernement soit de gauche ou de droite, la construction continue dans les colonies.

Israël continue d'agir contre lui-même, contre son avenir, contre toute chance qu'existent deux Etats-nations vivant côte à côte.

Hier, pendant sa visite, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a dit qu'à partir de maintenant, les Américains observeraient attentivement la manière dont Israël va soulager la vie des Palestiniens en Cisjordanie. Depuis des années, le même jeu continue : les Américains se fâchent et les Israéliens promettent, comme si les Israéliens avaient décidé de tout faire pour qu'échoue la solution dont tout le monde sait qu'elle est la seule. On perd du temps et l'auto-duperie continue. Ce ne sont pas les Américains, mais bien les Israéliens, qui paieront le prix de cette idiotie qui continue.

S'il y a un endroit où Israël n'a pas le droit de construire ne serait-ce qu'une maison, c'est bien la Cisjordanie, partout où il est clair pour tout le monde qu'il s'agit d'une partie du futur Etat palestinien. Cet Etat est, pour les intérêts d'Israël, de la plus haute importance. Un nouveau quartier à Ariel ou dans la Jérusalem arabe ne fera pas avancer sa création.

Ha'aretz, 1er avril 2008

(1) "Zambish" est la cheville ouvrière par excellence (mais dans l'ombre) de l'entreprise de colonisation, celui qui a toujours eu, et a visiblement encore, porte ouverte dans les cabinets ministériels et les hautes sphères de l'armée. Son personnage est évoqué en particulier dans un excellent article consacré à notre ami Dror Etkes, ancien responsable de l'Observatoire de la colonisation de Shalom Arshav, "Portrait d'un patriote"

<http://www.lapaixmaintenant.org/article467>

Trad. : Gérard pour

Source : Liste de diffusion La Paix Maintenant

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/970396.htm>

2-2 La construction continue partout (août 2007 - mars 2008)

Extrait

* Une gifle en pleine figure du processus diplomatique

L'une des pires erreurs commises par l'Etat d'Israël depuis le début du processus diplomatique a été de laisser se poursuivre ou d'encourager la construction dans les colonies. L'opinion publique israélienne, pas plus que ses dirigeants, n'a compris le coup mortel que portait la construction dans les colonies à toute chance de parvenir à un accord durable avec les Palestiniens. L'opposition palestinienne, opposée au processus d'Oslo et aux négociations avec Israël, affirme à longueur de temps qu'au lieu d'entraîner le retrait d'Israël des territoires occupés, une fin au conflit et un accord définitif, les accords d'Oslo ont doublé en 10 ans le nombre de colons, avec une occupation dans des conditions encore pires pour les Palestiniens. Cette frustration ressentie par les Palestiniens témoins de la construction incessante dans les colonies, malgré les négociations, est l'une des raisons principales des violences de septembre 2000, quand les dirigeants israéliens ont annoncé l'échec des pourparlers de Camp David.

Toute construction dans les colonies, y compris dans les blocs de colonies et à Jérusalem Est, ne fait que renforcer dans leur opinion ceux des Palestiniens qui voient là la « preuve » qu'Israël ne souhaite pas réellement la paix, et que parler avec Israël ne sert à rien car il ne comprend que le langage de la force.

Tant qu'il n'y aura pas d'accord israélo-palestinien définitif concernant les frontières entre les deux parties, toute construction dans les territoires occupés sera illégitime, y compris dans les « blocs de colonies et à Jérusalem Est, ne sera pas reconnue par la communauté internationale et sera source de conflit continu.

La poursuite de la construction dans les colonies au cours du processus diplomatique crée des faits accomplis sur le terrain qui, probablement, feront monter le coût d'un accord, et peut-être même le feront échouer. Par exemple, la construction massive autour de Jérusalem Est coupe Jérusalem Est de la Cisjordanie et empêche toute possibilité de créer un Etat palestinien ayant Jérusalem Est pour capitale. Et toute construction dans les colonies fait monter le prix d'un futur accord, car cela signifie davantage de colons à évacuer et davantage de terres à transférer aux Palestiniens dans le cadre d'un échange de territoires.

[A lire en pièce jointe](#)

2-3 Mel Frykberg - Al Jazeera : La Cisjordanie croule sous les déchets toxiques.

Les Israéliens utilisent la Cisjordanie comme décharge bon marché et pratique pour mettre à la décharge leurs ordures aux dépens de la santé des Palestiniens.

Les Palestiniens sont dans l'impossibilité d'avoir le contrôle du déversement des produits toxiques israéliens - Photo : gallo/Getty

La Cisjordanie est devenue un lieu de décharge pour les déchets dangereux — ceux-ci provoquant des maladies parmi les habitants, disent les groupes israéliens et palestiniens de défense de l'environnement.

Il y a plusieurs semaines, les villageois de Jima'in dans la zone de Naplouse se sont plaints que les camions israéliens vidaient toujours leurs déchets sur les terres palestiniennes.

Ayman Abu Taher, le directeur général d'adjoind de la direction des services environnementaux de l'Autorité palestinienne a indiqué que ces pratiques duraient depuis des années.

« Les Israéliens utilisent la Cisjordanie comme décharge bon marché et pratique pour mettre à la décharge leurs ordures aux dépens de la santé des Palestiniens, » nous di-il.

Selon les Amis de la terre au Moyen-Orient (FoEME), un groupe jordano-palestino-israélien de défense de l'environnement, toutes ces décharges se sont avec le temps transformées en menace pour l'eau potable dans la région.

Infiltrations toxiques

En 2006, FoEME a publié un rapport intitulé « Une bombe à retardement , la pollution des nappes aquifères par les déchets solides, » qui mettait en évidence que les déversements insupportables de déchets solides ont eu comme conséquence l'infiltration de substances toxiques comprenant du chlorure, de l'arsenic et des métaux lourds tels que le cadmium, le mercure ont pénétré les eaux souterraines.

Depuis le moment où le rapport a été publié en 2006, le gouvernement allemand a mis au point un nouveau projet de stockage des déchets solides à proximité de Ramallah, la Banque mondiale et l'Union Européenne développant un autre projet près de Jénine.

Mais Mira Epstein, porte-parole pour FoEME, a indiqué qu'en dépit de ces améliorations la menace pour l'eau potable et pour l'environnement persistait aujourd'hui. Plus de trois millions de personnes vivent dans cette zone qui partage les couches aquifères entre la Cisjordanie et des régions israéliennes. Cette population comprend 2,3 millions de Palestiniens, 235 000 colons israéliens et 500 000 Israéliens vivant dans les frontières israéliennes internationalement reconnues (ligne verte).

Bassem Abu Mahdi, directeur des services de santé dans Salfit qui est situé près d'un décharge au nord de la Cisjordanie, a indiqué « qu'un nombre croissant de personnes ont été diagnostiquées avec des cancer, de la dysenterie amibienne, des diarrhées et autres maladies en relation ».

Il a cité les décharges de produits dangereux comme étant la cause de cette augmentation.

Israël en situation d'accusé

Abu Thaher explique à Al Jazeera que quelques compagnies israéliennes larguent leurs déchets dans les territoires palestiniens plutôt que d'avoir recours aux centres officiels de traitement des déchets dangereux, à Ramot Havav en Israël.

En 1985, la compagnie israélienne de pesticides Geshuri a cessé d'utiliser le site de Kfar Sava et commencé à exploiter un site à Tulkarem au nord de la Cisjordanie après que les résidents israéliens aient protesté par pétition et aient obtenu une décision de justice pour que la compagnie se change d'implantation.

Ils avaient accusé la compagnie d'être responsables d'une aggravation des problèmes de santé liés à la pollution. « Un certain nombre de compagnies israéliennes se sont déplacées en Cisjordanie pour échapper aux contraintes légales en Israël protégeant l'environnement par rapport aux déchets, en particulier les déchets dangereux, » dit encore Abu Thaler à Al Jazeera.

Les Palestiniens brûlent les ordures

Mais Tzali Greenberg, porte-parole du ministère israélien de l'environnement a déclaré à Al Jazeera que les lois de protection de l'environnement en vigueur dans ce pays étaient également contraignantes pour les compagnies israéliennes opérant dans les Territoires Palestiniens. « Pour nous il n'y a pas de différences entre les déchets israéliens ou palestiniens », affirme Greenberg.

« Tout est traité de la même façon et nous poursuivons tous ceux qui n'appliquent pas la loi et nous estimons que les gens sérieux sur cette question devraient nous contacter avec des preuves évidentes. »

« Nous serions heureux de les suivre et d'entamer une action légale. »

Zecharya Tagar, de la section israélienne du FoEME estime que l'essentiel des déchets produits en Cisjordanie viennent des Palestiniens qui composent la majorité de la population dans cette région.

Il a ajouté que dans la région la plus grande menace à la fois pour l'environnement et pour la santé était la combustion continue des déchets par les Palestiniens. « L'air est alors chargé de particules cancérigènes que les Palestiniens respirent tous les jours, », ajoute Tagar. « En outre, Israël n'a pas de politique pour la gestion des déchets en Cisjordanie et à notre connaissance, ceci dépend du secteur public. »

Priorité des considérations sécuritaires

Mais pour l'ARIJ (Applied Research Institute of Jerusalem), une ONG dont l'objectif est de promouvoir un développement durable dans les TPO (Territoires Palestiniens Occupés), les déchets provenant des colonies juives israéliennes représentent le principal problème. « Les eaux usées provenant des colonies ne se limitent pas aux eaux domestiques, mais comprennent des pesticides, de l'amiante, des piles, du ciment et de l'aluminium qui contiennent des éléments cancérigènes et dangereux », a récemment signalé l'ARIJ.

Cette ONG accuse aussi les autorités israéliennes d'occupation d'être complaisantes vis à vis des colons qui ne respectent pas la loi [israélienne].

L'échec du processus de paix a aussi contribué au problème. Le comité conjoint israélo-palestinien d'experts pour l'environnement, créé en vertu des Accords d'Oslo, ne s'est pas réuni depuis 1999, rendant ainsi la coordination sur la question des déchets très ponctuelle.

Le rejet sans traitement des déchets d'origine hospitalière, dont des seringues usées jetées au hasard dans des décharges, perdure en grande partie à cause des restrictions de mouvements que l'armée israélienne prétend imposer pour des raisons liées à sa sécurité.

Les nombreux bouclages et les barrages routiers rendent difficile pour les camions-citernes récupérant les eaux usées d'atteindre les nombreux villages palestiniens qui ne sont pas raccordés à des systèmes d'égouts et doivent ainsi utiliser des fosses tout en étant dépendants des camions-citernes pour l'élimination de leurs déchets.

dimanche 30 mars 2008

Mel Frykberg - Al Jazeera

29 mars 2008

Traduction : Claude Zurbach

Al jazeera.net - Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/NR/exe...>

<http://mouvements.be/92949>

sélectionné par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformationl>

2-4 Les anti-guerres US lancent un cri d'alerte.

Attention aux fausses mobilisations, Attention à une attaque surprise contre l'Iran

Par Mobilisation Générale Anti-Guerre (Mireille Delamarre)

Le 25 mars 2008

[Planète non-violence](#)

Extrait

Pour commémorer le cinquième anniversaire de l'attaque contre l'Irak et protester contre la guerre, des centaines de militants anti-guerre américains se sont rassemblés à San Francisco dimanche dernier. Ceux qui ont pris la parole ont lancé un cri d'alarme disant que le conflit risquait de s'étendre à toute la région, qu'une nouvelle guerre était imminente, et que la prophétie était entrain de se réaliser sous nos yeux.

Le départ forcé de l'amiral William « Fox » Fallon – commandant en chef des forces US au Moyen Orient - qui a été décrit dans le magazine US Esquire - à qui il avait accordé une interview- comme l'homme qui faisait rempart contre une nouvelle guerre, le fait qu'il est été relevé de ses fonctions, préfigure un désastre en gestation avancée.

La rhétorique guerrière, mensongère de l'administration Bush, et la soumission des démocrates, alors qu'ils ont été élus pour agir contre la guerre en Irak, présagent mal de l'avenir. Il en va de même avec la tournée à l'étranger du présidentiable républicain McCain qui se conduit déjà en chef suprême des armées US, et a adopté des positions encore plus belliqueuses et pro sionistes que Bush en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si McCain est le candidat préféré des israéliens, et si l'homme qui le suit comme ombre, le sénateur »indépendant « (ex démocrate) Joe Lieberman, est un pro sioniste. Ce dernier pousse à une attaque contre l'Iran, ayant fait voter par le Congrès une loi qui dispense le président US de l'accord du Congrès pour déclencher une guerre, alors que pour la guerre en Irak, Bush avait dû en obtenir l'accord.

Ces anti-guerre américains ont lancé un appel à réveiller l'opinion publique partout dans le monde concernant la prochaine guerre contre l'Iran, et à mobiliser contre ce projet fou qui fera apparaître la guerre contre l'Irak comme une « petite guerre » comparativement - elle a pourtant déjà fait plus d'un million de morts côté irakien, plus de 4000 soldats américains ont été tués, sans compter les blessés de part et d'autre, et plus de 4 millions de déplacés irakiens. Car outre la destruction et la mort qu'elle sèmera en Iran, les répercussions aux US et en Europe seront terribles. Avec le prix du pétrole qui flambe déjà, une économie US en récession, l'onde de choc sera sans précédent, sans même parler des représailles iraniennes, car l'Iran pour se défendre ne se laissera bien évidemment pas attaquer sans réagir. En face, des pouvoirs extrêmement puissants

Aux US, deux partis politiques sur la même longueur d'onde, quelque soit le prochain candidat élu président(e), le puissant complexe militaro industriel, l'armada d'intellectuels des boîtes à penser, ces grattes papiers justifiant et légalisant massacres, tortures, destructions, ...les néo conservateurs, les puissants lobbies pro sionistes, et les médias/ business/propagande, tous acquis à la guerre car elle fait vendre de l'info.

En Europe, les trois gouvernements des « Grands » de l'UE - Grande Bretagne, France, Allemagne - soutiennent inconditionnellement les américano sionistes, les médias affûtent également la propagande guerrière contre l'Iran....

Coïncidence ? En Israël, les plus importants exercices d'alerte jamais tenus depuis la création de l'état sioniste, auront lieu le dimanche 6 avril. Organisé par la Nouvelle Autorité pour les Secours, ils se dérouleront pendant 5 jours. Mais avant cela, une journée de mobilisation des services urgentistes hospitaliers se tiendra le jeudi précédent les exercices. Toutes les préparations pour ces exercices auront lieu sous la responsabilité du secrétaire d'état à la Défense, Matan Vilnai, devenu célèbre récemment pour avoir menacé les Palestiniens de la Bande de Gaza de Shoah. Le premier jour des exercices, le premier ministre Ehud Olmert réunira son cabinet en réponse à « une attaque ennemie » pour décider de la réponse israélienne. Participeront à tous ces exercices, la police israélienne, l'armée, le commandement de la défense civile, les hôpitaux, les pompiers, les services d'ambulances du bouclier de David. Des sirènes retentiront partout dans le pays et les équipes de secours organiseront des évacuations en masse de « zones touchées ». Une campagne de relation publique précèdera juste avant, et accompagnera ces exercices.

Tout dépend de la mobilisation de l'opinion publique mondiale

Mais la mobilisation contre la guerre en Irak l'avait montré, les peuples sont majoritairement contre ces guerres, à nous de les remobiliser, et VITE.

D'abord démystifier les « fausses mobilisations » sur des causes manipulées (Darfour, Tibet) parce qu'elles s'apparentent à des opérations de psyops, avec en ligne de front des ONG dont on sait, pour certaines, qui les financent, et de qui elles reçoivent leurs ordres (exemple en France RSF officine de la CIA).

Dénoncer sans relâche les principaux instigateurs de ce plan diabolique : les américano sionistes, qui ont érigé en doctrine planétaire leur volonté d'attaquer quiconque résiste à leur empire colonial bicéphal.

» Ou vous êtes avec nous, ou vous êtes contre nous ».

Alors soyons le plus nombreux possible contre eux. Car identifier l'ennemi N° 1, et sa cohorte d'agents d'influence, dans toutes les sphères, et pas seulement celle du politique, mais aussi du culturel, du médiatique, fait partie d'une stratégie efficace anti-guerre

Alors que chacun prenne ses responsabilités et agisse là où il peut le faire et avec les moyens dont il

dispose.

Mobilisation Générale Anti-Guerre

Merci de bien vouloir relayer ce message de mobilisation, c'est un premier pas important vers une action concertée mondialisée.

Mireille Delamarre responsable de publication

www.planetenonviolence.org

<http://www.lapaixmaintenant.org/article467>

3 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Analyse : Le Hamas dépasse la crise de la liquidation de ses chefs.

Le mouvement de la résistance Hamas a dépassé la crise de la liquidation de ses leaders de premier rang, affirmation des analystes politiques.

Les avions de l'occupation sioniste ont assassiné le cheikh Ahmed Yassine, le fondateur du Hamas et son premier chef.

L'occupant avait voulu, avec ses missiles, éteindre le flambeau du djihad laissé par le cheikh dans les coeurs des générations, en vain.

Chef spirituel

Adnan Abou Samer, analyste politique, considère le départ du cheikh Yassine comme un très dur coup au mouvement. Le cheikh était, en plus de sa position de fondateur, un chef spirituel. Il fournissait au mouvement la volonté et la force nécessaires pour affronter les difficultés.

Mieux encore, le cheikh attirait autour de lui toutes les tendances, direction comme base. Une attirance difficile pour d'autres personnalités, ajoute-t-il.

En dépit du départ du cheikh, avec un charisme tellement fort, le mouvement du Hamas a pu dépasser la crise.

Ses institutions consultatives ont mis en avant une nouvelle direction, avec une popularité grandiose, aussi bien à l'intérieur comme à l'extérieur. Les nouveaux chefs empruntent le même chemin du cheikh Yassine, brandissent ses slogans, appliquent ses principes pour lesquels il avait donné sa vie.

Quant à l'effet de la liquidation des leaders sur le travail des membres du mouvement, Adnan Abou Samer explique que les menaces de cette liquidation sont toujours présentes. Les leaders se trouvaient obligés de se montrer moins parmi les masses.

Parfois, l'absence causée par ces menaces, dit-il, laisse une lacune entre la direction et la base. De telles difficultés ont été résolues par le Hamas avec l'apparition d'un deuxième et d'un troisième rang de chefs, de chefs de terrain qui peuvent remplir tout vide directionnel.

Ainsi, la politique d'assassinat pratiquée par "Israël" a montré ses limites. Adnan Abou Samer attire l'intention sur le fait que chaque fois qu'un chef est assassiné, un autre plus dur prendra sa place.

Le Hamas, toujours fort

Quant à l'analyste Dr. Abdou As-Sattar Qassem, il remarque que le mouvement du Hamas n'a pas été affaibli après le départ du cheikh Yassine.

En fait, la direction est toujours collective ; ce n'était pas le cheikh qui prenait les décisions. Des conseils consultatifs suggéraient les décisions, confirme-t-il.

Dans un entretien spécial donné à notre centre d'information CPI, Abdou As-Sattar Qassem dit que la direction du cheikh Yassine était plutôt symbolique et non effective. Le Hamas a pu continuer sans aucun problème après sa tombée en martyre.

Le Hamas fait partie des Frères Musulmans, la plus grande organisation du monde. L'absence de tel ou tel chef n'affecte pas tellement le mouvement.

Abdou As-Sattar Qassem remarque que non seulement l'occupation israélienne constate que sa politique de liquidation ne donne rien, mais de plus, elle regrette souvent son agissement. L'assassinat d'un chef pourrait en pousser un autre plus dur sur la scène.

Un large rang de chefs

Pour sa part, l'analyste politique Talal Okal croit que ce n'était pas pour rien que l'Etat d'occupation a assassiné le cheikh fondateur. Il avait voulu changer la ligne politique directrice du mouvement.

Il informe notre centre que le cheikh Yassine était un homme rationnel. Il réagissait selon l'idéologie et le programme du mouvement. Il avait un regard exhaustif des circonstances.

L'Etat d'occupation voulait, par l'assassinat du cheikh Yassine, en finir avec la génération fondatrice. Il croyait déconcerter les générations suivantes, jeunes, qui calculeraient autrement que les dirigeants fondateurs.

Mais, affirme Talal Okal, le Hamas reste fort, cohérent. Effectivement, sur le terrain, il devient même plus fort et plus influent. Des évolutions nouvelles se sont produites, qui ne pourraient pas se produire sous la première direction, croit-il.

Le mouvement du Hamas a alors dépassé toute crise engendrée par l'assassinat de ses leaders avec le renouvellement d'un vaste rang de chefs. Résultat de vastes et fortes relations sociales dans la société palestinienne.

En somme, la direction du mouvement de la résistance islamique Hamas, même étant la plus visée par les assassinats, reste une organisation forte et cohérente.

Centre Palestinien d'Information

30 mars 2008

Gaza – CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

3-2 Tony Greenstein : C'est pour ne pas oublier que tout a commencé avec l'empire britannique...

Un accueil royal pour Israël

Le 7 avril, le prince Philip sera l'hôte d'un dîner au château de Windsor organisé par le Fonds National Juif (FNJ). Ils vont marquer le 60ème anniversaire de création de l'état d'Israël. Cependant, ce n'est pas un dîner privé, et le FNJ n'est pas une organisation ordinaire non plus.

Le FNJ a été créé en 1901 comme l'aile en charge de la colonisation des terres de l'Organisation Sioniste Mondiale. Il est devenu l'un des instruments principaux impliqués dans la planification pour la dépossession et l'expulsion des Palestiniens. Jusqu'à 1948, le FNJ a acheté des terres pour la colonisation, souvent des propriétaires absents, et puis il a expulsé les paysans de ces terres. Contrairement à la pratique normale sous domination coloniale, les Palestiniens n'ont pas été réemployés comme ouvriers salariés, mais chassés complètement des terres. C'était le concept des terres juives. Mais même en 1947, moins de 7% des terres de la Palestine avaient été achetées.

Le FNJ a joué un rôle crucial dans la planification du nettoyage ethnique de la Palestine. Dans les années conduisant à la création de l'état d'Israël, le FNJ était une voix prépondérante dans l'établissement d'un consensus au sein de la direction sioniste pour le « transfert ». Bien que non discuté ouvertement entre les dirigeants sionistes, il était admis qu'un état juif ne pourrait voir le jour que si les Arabes aient été transférés à l'extérieur de l'état. La Palestine était une terre où à peine un tiers des habitants étaient juifs (*ceci en 1947 après une immigration massive des Juifs vers la Palestine durant le mandat britannique et notamment pendant la deuxième guerre mondiale, alors que leur nombre ne dépassait pas 13% en 1922, Ndt*), et même dans la zone attribuée par l'ONU à un état juif, à peine la moitié des habitants étaient juifs. Comme chef du département de colonisation des terres, Josef Weitz, a écrit dans son journal en 1940 :

Weitz a formé plus tard sous l'autorité de David Ben Gourion, une Commission de Transfert. Et entre 1947 et 1949, une possibilité de mettre ces idées en pratique s'est présentée. Comme Tom Segev l'a rappelé dans Haaretz, une réunion a eu lieu à Haïfa le 27 mars 1948, concernant le sort des bédouins arabes d'Al-Ghawarina dans la région de Haïfa. « Il faut les faire partir d'ici, afin qu'ils ne viennent pas, eux aussi, rajouter encore à nos problèmes », a écrit Josef Weitz dans son journal personnel.

Le FNJ occupe une position unique en Israël. Il est théoriquement une organisation indépendante, mais en réalité il s'agit d'une section de l'état en sous-traitance externe, contrôlée par des bureaucrates non élus et irresponsables, réalisant des fonctions que l'état lui-même ne peut faire ouvertement. Le FNJ fonctionne comme un avant-poste idéologique du mouvement du Grand Israël, et lorsque l'armée israélienne a rasé les villages palestiniens d'Imwas, Yalu et Beit Nuba en 1967, et a expulsé leurs habitants, le FNJ a pris en charge la construction du Parc National du Canada sur leurs ruines.

Le statut du FNJ a été formalisé par la loi KKL de 1953 (KKL = FNJ ou Keren Kayemet Le-Israël, en hébreu, Ndt) selon laquelle ses statuts d'association devraient être approuvés par le ministre de la justice. En novembre 1961 une convention a été signée entre l'état d'Israël et le FNJ qui accordait à ce dernier le contrôle effectif de la politique de la répartition des terres de l'état d'Israël qui, ensemble avec l'Administration des Terres Israéliennes, contrôlaient 93% des terres israéliennes. Selon l'article 3a de ses statuts, le FNJ a été créé « dans le but d'installer les Juifs sur les terres et les propriétés » qu'il pourrait obtenir.

La famille royale britannique a un rôle constitutionnel plus important que leurs privilèges privés. On les considère comme les représentants de société britannique et on verra inévitablement leur invitation au FNJ comme l'octroi d'un certificat royal d'approbation de la Nakba, la catastrophe palestinienne. Le rôle britannique dans l'armement des milices sionistes qui se sont attaqués comme des loups sur des villageois en grande partie sans défense, tout en écrasant le soulèvement national palestinien de 1936, est suffisamment infâme pour se passer de la célébration de la monarchie des conséquences de la perfidie britannique.

Ce n'est pas que l'association entre la famille royale et les aspects les plus barbares du colonialisme, soit quelque chose de nouveau. La famille royale d'aujourd'hui peut tenir des dîners de gala pour célébrer l'abolition de la traite négrière et rendre hommage à Wilberforce (1759-1833, *homme politique anglais et philanthrope qui a combattu*

toute sa vie pour l'abolition de l'esclavage, Ndt), mais quand l'esclavage était un intérêt général, ses partisans les plus ardents étaient les membres de la famille royale. Elisabeth I était entrée dans le monde des affaires comme un partenaire du négrier John Hawkins, Charles II était un actionnaire principal dans la Compagnie Royale Africaine (compagnie anglaise de traite négrière entre 1672 et 1731 et puis de trafic d'ivoire et d'or jusqu'à 1752 l'année de sa dissolution, Ndt), et William IV, alors duc de Clarence, s'était prononcé fortement contre l'abolition de la traite négrière et l'affranchissement des esclaves à la Chambre des Lords.

Avec l'exception du cas isolé de la Princesse Diana et sa campagne contre des mines terrestres, la famille royale était associée aux aspects les plus ataviques et sanglants du règne impérial britannique. De la révolte indienne et le massacre d'Amritsar (*le 13 avril 1919, les soldats de l'armée de colonisation britannique tirent sur un rassemblement politique pacifique à Amritsar, Pendjab, causant 379 morts et 1200 blessés environ, Ndt*) au camp de la mort Hola au Kenya (*le 3 mars 1959 des prisonniers kenyans au camp de détention de Hola furent battus durant 3 à 4 heures par les gardes du colonisateur britannique provoquant la mort de 11 prisonniers et des blessures graves à 60, Ndt*), la famille royale était toujours associée au militarisme et à l'empire. Le rôle du prince Harry en Afghanistan n'est qu'une suite de cette histoire sans gloire.

En 1995, un couple arabe, les Kadans, a essayé d'acheter un appartement à Katzir. Pendant 10 ans, le FNJ et l'Autorité des Terres Israéliennes (ILA, Israeli Lands Authority) ont tenté d'empêcher la location-vente des terres « juives » à des non-Juifs. Finalement, la Cour suprême a statué que les terres ne pouvaient être vendues qu'à des Juifs uniquement.

Cela a causé d'énormes embarras chez les Juifs du monde entier. Comment les Juifs pourraient-ils protester contre l'antisémitisme, alors qu'ils approuvent de manière flagrante des pratiques racistes en Israël ? Le mouvement de réforme américaine, à laquelle adhèrent la plupart des Juifs, a clairement condamné cette pratique.

Cependant, le FNJ lui-même, était loin d'être embarrassé. Il a entamé une campagne visant à annuler la décision du tribunal, et l'été dernier il a déposé un projet de loi à la Knesset, qui a été votée en première lecture par 64 contre 16 voix. Sous le titre « KKL-FNJ - Tutelle pour le peuple juif sur sa terre », le FNJ écrit sur son site que : « Un sondage commandé par KKL-FNJ révèle que plus de 70% de la population juive en Israël s'oppose à l'attribution des terres KKL-FNJ aux non-Juifs, tandis que plus de 80% préfère la définition d'Israël comme état juif, plutôt que comme l'état de tous ses citoyens ».

Les implications sont claires. Si Israël est un état juif, alors il ne peut pas être un état de ses citoyens, et encore moins un état démocratique. Cette situation a incité le journal libéral israélien, Haaretz, de publier un franc éditorial intitulé "Un état juif raciste", dans lequel il écrivait : « Chaque jour, la Knesset a la possibilité d'adopter des lois qui pourront faire progresser Israël comme un état juif démocratique, ou le faire transformer en un état juif raciste. Il y a une ligne très fine entre les deux [situations]. Cette semaine, la ligne a été franchie ».

Même le vieux journal posé 'Jewish Chronicle' a lancé un débat : « Est-ce que c'est raciste de réserver des terres israéliennes pour les Juifs uniquement ? »

Pourtant, ceci fait partie d'un débat plus large sur le « problème démographique », qui n'est qu'un abrégé de « le fait est qu'il y a trop d'Arabes ». Des universitaires tels que le professeur Arnon Sofer, de l'Université de Haïfa, sont bien clairs sur ce « problème » : « Il ne faut pas oublier que le même jour où les forces de défense israéliennes déploient des efforts et parviennent à éliminer tel terroriste ou tel autre, dans cette même journée, comme dans tous les jours de l'année, à l'intérieur des territoires à l'ouest d'Israël, plus de 400 enfants sont en train de naître, dont certains deviendront de nouveaux auteurs d'attentats-suicide ».

Le FNJ se trouve de l'autre côté de la clôture que ceux qui veulent voir Israël comme un état de tous ses citoyens, et pas seulement les Juifs. C'est déjà dommage que notre premier ministre, Gordon Brown, soit un mécène du FNJ. Mais, pour la famille royale, recevoir comme leurs invités ceux qui se consacrent au maintien d'Israël comme un état de seulement une partie de ses citoyens, est une honte.

Une lettre du brigadier Sir Miles Hunt Davies, le secrétaire personnel du duc d'Edimbourg, cherche à excuser l'accueil royal du FNJ en affirmant que « les recettes du dîner vont à un certain nombre d'associations de bienfaisance, dont l'une sera 'Le Prix Israélien de la Jeunesse pour les Jeunes' (Israeli Youth Award for Young People), qui est la branche israélienne du 'Prix du Duc d'Edimbourg' (Duke of Edinburgh's Award). Cette association de bienfaisance joue un rôle important en essayant de combler le fossé entre les jeunes de toutes confessions et origines, dans différents endroits dont Israël et la Jordanie ».

Ainsi, selon cette logique, la famille royale sera l'hôte d'un dîner pour une organisation qui est clairement discriminatoire à l'encontre des Palestiniens et des non-Juifs, car les recettes seront versées à une organisation de bienfaisance qui, apparemment, fait tout à fait le contraire. Il fallait y penser.

Tony Greenstein

Le 25 mars 2008

The Guardian

Le 25 mars 2008

http://commentisfree.guardian.co.uk/tony_greenstein/2008/03/israels_royal_welcome.html

3-3 Khaled Waleed Mahmoud : Le gouvernement israélien face aux évolutions régionales et internationales.

Les dirigeants israéliens ne cessent de se poser des questions sur les profits que leur Etat pourrait tirer de tous ces changements régionaux et internationaux. Plus d'un croient que des changements, tels l'effondrement de l'Union Soviétique, le déchirement du camp arabe, la suprématie unique des Etats-Unis sur le monde, ont été les causes d'une amélioration de la sécurité d'"Israël". Ces changements ont également créé des conditions stratégiques exemplaires profitables pour sa sécurité et ses intérêts vitaux.

L'anéantissement de la force militaire iraquienne, tant considérée comme une menace principale pour la sécurité de l'Entité, a renforcé cette nouvelle assurance sécuritaire. Cet anéantissement a rendu minimale la possibilité de l'utilisation de la force militaire par les Arabes, autant sur le long que sur le moyen terme. Il y a cependant ceux qui doutent que ces changements puissent modifier les données de la sécurité.

Les conséquences de la deuxième guerre du Golfe, au début des années quatre-vingt-dix, ont quelque chose à voir avec ces doutes. En effet, cette guerre a eu l'effet d'un tremblement de terre. Au Moyen-Orient, elle a laissé beaucoup de conséquences politiques et militaires. Elle a été suivie de différents événements et évolutions poussant les pays de la région dont l'Entité sioniste à revoir leurs politiques stratégiques et sécuritaires. On peut en voir quelques-uns :

1- Certains fondements de la vision sécuritaire israélienne se sont effondrés. La profondeur stratégique israélienne obtenue par l'occupation de territoires arabes avoisinants se révèle insuffisante, après l'arrivée des missiles irakiens dans les villes et les établissements israéliens, au début des années quatre-vingt-dix, et après l'échec de la zone sécuritaire isolée du Sud du Liban.

"Israël" ne peut plus pratiquer ses guerres sur le terrain de l'ennemi. Toute une panoplie d'obstacles existent, tant géographiques que stratégiques et logistiques. A titre d'exemple, elle n'a pas de frontières directes avec l'Iraq.

En outre, son armée a subi des pertes considérables, au Sud libanais, par les frappes du Hezbollah. Les pertes causées par la résistance libanaise a poussé "Israël" à se retirer, en l'an 2000, sans conditions, une affaire qui n'était jamais survenue depuis plus d'un demi siècle. L'analyste du journal hébreu Haaretz a qualifié ce retrait décidé par Ehud Barak, premier ministre israélien de l'époque, de « changement fondamental dans la vision israélienne de la sécurité quant à la défense des régions du nord de l'Etat ».

2- "Israël" se rend de plus en plus compte de l'importance de la suprématie technologique et militaire et de la nécessité de finir une bataille avec un minimum de pertes.

3- Sont bien présentes les menaces internes contre la sécurité israélienne venant des Palestiniens après la constitution de l'autorité en 1993, et après l'évolution de qualité de la résistance palestinienne qui vise désormais "Israël" dans sa profondeur stratégique.

4- Les accords de paix signés entre "Israël" et l'OLP, "Israël" et la Jordanie, "Israël" et l'Egypte, le plus grand pays arabe, ont conduit à réduire la possibilité que les pays arabes conduisent une guerre traditionnelle contre "Israël". La paix est devenu pour eux un choix stratégique.

Suite à tout cela, "Israël" a commencé à revoir et à reformuler sa vision de la sécurité afin qu'elle se concentre sur d'autres objectifs dont :

1- Etre à cheval sur sa supériorité militaire sur les pays arabes et musulmans.

2- Etre toujours prête à faire face à toute probabilité.

3- Garder l'initiative et continuer les guerres préventives.

4- Se procurer les différents moyens d'armement.

5- Se procurer les moyens technologiques les plus développés.

6- Préserver la sécurité intérieure d'"Israël".

7- Renforcer l'alliance militaire avec les pays amis, les Etats-Unis en tête. Les décideurs stratégiques israéliens sont toujours sur la brèche en ce qui concerne la « menace ». Pour eux, toute menace sérieuse vient d'une alliance de pays arabes. La menace pourrait être militaire. Elle pourrait également être économique, sociale et démographique.

De tout ce qui précède, on peut déduire que, au niveau de la sécurité israélienne, beaucoup de choses ont changé depuis le début des années quatre-vingt-dix du siècle passé.

Ces changements étaient parvenus suite à des données nouvelles dans la région. Le climat stratégique n'est plus le même. Les décideurs israéliens sont désormais face à des données plus complexes, régionalement comme internationalement, en particulier au niveau du conflit arabo-israélien, en particulier encore depuis la deuxième guerre du Golfe. Ces décideurs revoient leurs politiques. Ils revoient aussi toutes ces nouvelles données pour les exploiter du mieux au profit du projet sioniste, pour consolider la déficience de l'équilibre (déjà non existante) des forces arabo-israéliennes et pour renforcer la position du négociateur israélien dans les pourparlers de « paix ».

20 mars 2008

Article résumé et traduit par CPI

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

M K Bhadrakumar : La Russie défie les Etats-Unis en terre d'Islam

Lorsque le Président George W Bush a nommé le pakistano-américain né à Karachi, Sada Cumber, comme premier envoyé des Etats-Unis à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), l'annonce de la Maison-Blanche du 27 février est presque passée pour une magouille politique de la part d'une administration en fin de mandat. Cumber est un entrepreneur texan - comme l'était Bush.

Cumber est le fondateur de *CACH Capital Management*, dont le siège se trouve à Austin, au Texas, et qui est une entreprise très performante de gestion de fortunes, dotée d'une expertise et d'un sens des affaires, rendant des services de conseils à des pays musulmans inondés de fonds souverains en pétrodollars disponibles. Mais alors, Bush ne sait-il pas que l'OCI n'est pas une institution destinée à sélectionner les investissements et à structurer des portefeuilles ?

L'attachée de presse de la Maison Blanche, Dana Perino, a expliqué que Bush considérait l'OCI comme une organisation importante et que c'était pour cette raison qu'il avait nommé un envoyé spécial. Voici ce qu'elle a déclaré : *"L'OCI a un rôle constructif à jouer dans le monde et le président signale notre désir d'avoir un meilleur dialogue avec cette organisation, comme avec tous les Musulmans dans le monde"*. Mais l'OCI existe depuis 39 ans - et les Musulmans depuis plus de mille ans. Alors, pourquoi maintenant ?

En juin dernier, Bush a exprimé pour la première fois l'idée de déléguer un envoyé-spécial à l'OCI. Pourquoi ce délai ? Lorsque la presse a demandé à Perino pourquoi Bush avait pris si longtemps, elle a simplement répondu, "Il [Bush] voulait trouver la bonne personne et il l'a trouvée en Sada Cumber."

La carte islamique au Kosovo

Cependant, il y a des raisons de croire que ce ne fut qu'en février que l'administration Bush s'est réveillée devant cette nouvelle réalité, que cultiver une OCI forte de 57 membres pourrait vraiment faire toute la différence dans les années à venir. Alors que Washington jouait presque instinctivement la "carte islamique" contre Moscou, c'est à peu près à ce moment-là que la Maison-Blanche a découvert avec consternation que ce qui, dans la politique de la Guerre Froide, avait été un atout très puissant et très fiable, ne l'est plus et, en fait, s'avère être un faux joker.

Sergueï Lavrov, le Ministre russe des Affaires Etrangères, a succinctement saisi "la peine de cœur" qu'éprouve Washington vis-à-vis de l'OCI, lorsqu'il a fait le commentaire suivant dans une interview accordée au quotidien gouvernemental *Rossiskaya Gazeta* : "Ce n'est pas sans raison que de nombreuses nations, y compris des Etats islamiques, n'ont pas l'intention de reconnaître l'indépendance du Kosovo".

Avec une touche sarcasme, Lavrov a souligné l'inversion des rôles avec les Etats-Unis, opérée par la Russie post-soviétique dans le monde musulman. Il a ajouté, *"Je voudrais mettre en garde contre la tentation de succomber aux exhortations qui proviennent de pays non arabes et non islamiques, mais qui s'adressent précisément aux pays islamiques pour qu'ils fassent preuve de solidarité islamique et qu'ils reconnaissent le Kosovo. Parce que la situation au Kosovo est l'exemple le plus frappant du séparatisme ethnique"*.

Il prévenait le monde islamique de se méfier de la tentative étasunienne "d'islamiser" le cadre géopolitique dans les Balkans. *"Aussi, des troubles ont déjà commencé dans d'autres régions du monde. Je pense qu'il est immoral d'encourager les tendances séparatistes. Voyez ce qui se passe dans la région autonome chinoise du Tibet ! La manière dont les séparatistes agissent là-bas ... puis, regardez les développements dans d'autres parties du monde ! Elles suggèrent de la même manière que nous ne sommes qu'au début d'un processus extrêmement explosif. Et ceux qui suivent cette voie ne devraient pas appeler à une démonstration de solidarité, qu'elle soit islamique ou euro-atlantique. Ils devraient penser en premier lieu à leurs responsabilités"*.

.....

Moscou s'identifie à la Palestine

Mais il n'est pas question pour elle de paraître supérieure aux autres. La Russie bénéficie actuellement de plusieurs avantages sur les Etats-Unis. L'ensemble du scénario régional au Proche-Orient est lourdement chargé contre les Etats-Unis. L'administration Bush est vue comme étant motivée en priorité par les intérêts israéliens. Même parmi les vieux alliés des Etats-Unis, le déficit de confiance se fait envahissant.

Les relations israélo-palestiniennes se sont récemment détériorées. La crise humanitaire aiguë que connaît Gaza, aggravée par les opérations militaires israéliennes irréflechies, avec le soutien tacite des Etats-Unis, est encore pire. Le niveau de la violence israélienne et palestinienne a fortement augmenté depuis la mi-janvier. Le processus de paix de la conférence d'Annapolis de novembre dernier a échoué. L'exclusion continue du Hamas par Israël et les Etats-Unis, en tant que participant politique à part entière, est en totale contradiction avec le processus de paix.

Sur tous ces fronts, il se trouve que la Russie se tient aujourd'hui du bon côté de la barrière. Moscou a intensifié les consultations et la coordination avec la Syrie ; la Russie condamne sans équivoque la construction de colonies juives ; elle recherche la levée du blocus israélien contre les territoires palestiniens ; elle reste en contact

régulier avec la direction du Hamas - Lavrov a rencontré à nouveau Khaled Meshal à Damas la semaine dernière et, qui plus est, elle fait en sorte qu'Israël apprenne à vivre avec de tels contacts.

Dans l'opinion arabe, l'écho sur les positions de la Russie vis-à-vis du Proche-Orient est extrêmement favorable pour Moscou. Pendant ce temps, l'Irak est un grave problème qui pèse sur l'Amérique. Moscou a bien saisi que les Etats-Unis sont enlisés dans une guerre prolongée de guérilla en Irak. Ainsi qu'un commentateur moscovite l'a écrit dernièrement, *"La fin de ce conflit n'est pas en vue. Une guerre intensive de mines se livre sur les routes irakiennes. Pas un seul convoi allié ne passe sans qu'il n'y ait une explosion. Le minage des routes a atteint une telle ampleur que l'US Air Force se sert de ses bombardiers stratégiques B-1B pour nettoyer les routes de loin. Les armes et les munitions traversent librement les longues frontières difficiles à contrôler, tandis que l'occupation continue d'accroître la mobilisation potentielle du mouvement de guérilla"*.

.....

La Russie passe à présent à la vitesse supérieure et étend son implication au Proche-Orient en défiant directement la domination traditionnelle des Etats-Unis sur la région. Lavrov a fait de sa proposition de sponsoriser une conférence internationale sur le Proche-Orient, le signal de départ de sa tournée régionale. Les pays arabes n'ont rien contre la proposition russe, bien qu'ils doutent de son efficacité, mais Israël se hérisse. Moscou a conscience que Washington s'attend à ce qu'Israël étouffe cette proposition. La question, une fois encore, devient une question de perceptions du public. Lorsqu'il était en visite à Paris le 11 mars, Lavrov a déclaré d'un ton railleur aux médias occidentaux: *"Mon voyage au Proche-Orient, la semaine prochaine, rendra finalement clair qui est prêt pour une conférence [internationale] et qui ne l'est pas. Si toutes les parties y sont prêtes, nous tiendrons une telle conférence"*.

Lavrov a soutenu que les membres du Quartet ainsi nommé - les Etats-Unis, l'Union Européenne, les Nations-Unies et la Russie - ont "déjà montré un intérêt" à ce que Moscou accueille cette conférence internationale. Washington bouillera de colère de ne pas pouvoir se permettre de contredire publiquement la demande russe.

.....

Pour Washington, le défi que pose la Russie devient vraiment sérieux. Le Kosovo a été le signal du déclin de l'influence des Etats-Unis et de la montée du prestige de la Russie dans le monde islamique. Il est concevable que l'attachée de presse de la Maison-Blanche ait dit une vérité essentielle lorsqu'elle a admis que Bush a rencontré des difficultés pour localiser une personnalité dotée du génie d'un homme de la Renaissance qui soit l'envoyé spécial des Etats-Unis à l'OCI. Le passé de Cumber à CACH Capital lui donne une idée précise sur la façon dont l'intégration économique affecte les relations politiques et culturelles entre les Etats-Unis et le monde musulman.

M K Bhadrakumar

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière aux services étrangers indiens pendant plus de 29 ans, avec des postes comprenant celui d'ambassadeur en Ouzbékistan (1995-98) et en Turquie (1998-2001). Asia Times Online, le 29 mars 2008

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Russie_Proche-Orient_Etats-Unis_290308.htm

sélectionné par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation>
article original : ["Russia challenges US in the Islamic world"](#)